

VAINCRE L'INTERNATIONALE BRUNE



Par Gilles Maufroy,
Secrétaire fédéral adjoint du CIEP-MOC Bruxelles

«Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent des monstres». Cette fameuse phrase inspirée par une figure de la gauche italienne, Antonio Gramsci, alors emprisonné par les fascistes, pourrait tout aussi bien illustrer la période politique dans laquelle nous sommes entrés ces dernières années. La crise mondiale qui a éclaté en 2008 a porté un coup extrêmement dur aux structures politiques établies, dans le monde et en Europe, à travers par exemple les révolutions en Afrique du Nord, le Brexit ou encore la polarisation politique en Belgique.

Le triomphe néolibéral des années 80 et 90 du siècle dernier est en un sens terminé, parce qu'une partie grandissante des classes populaires ne croit plus en ses promesses. Pour autant, le « néolibéralisme zombie » reste la seule perspective des formations politiques classiques en Europe. Cette politique renforce de plus en plus son arsenal répressif contre les mouvements sociaux et les populations issues de l'ancien monde colonial (migrant.e.s et racisé.e.s).

Quarante ans de néolibéralisme et de défaites sociales ont également amené certains secteurs du mouvement ouvrier à délaisser une lecture du monde, qui est toujours celle du MOC, qui caractérise le capitalisme, le sexisme et le racisme comme un système de domination à trois têtes. L'esprit de l'époque rend plus imaginable la fin du monde plutôt qu'un nouveau monde basé sur les besoins sociaux et la préservation de la Terre. Mais les travailleur.se.s, précarisé.e.s et pressé.e.s comme

des citrons, et parmi eux plus encore les femmes, les jeunes et les personnes racisées, ressentent plus que jamais les méfaits du mode de production dans lequel nous vivons. Quand on les prive de perspectives basées sur l'émancipation par l'action collective, certain.e.s cherchent l'explication à leur misère dans des fables de « conspirations occultes », ou chez celles et ceux qui sont encore plus exploité.e.s et opprimé.e.s, des rives de la Méditerranée aux soins domestiques ici. A gauche aussi existe la tentation de copier certaines méthodes du populisme de droite, en guise de raccourci vers un succès dans les urnes : culte du chef, du patriotisme et des frontières dures. Morbides illusions.

La nouvelle extrême-droite se nourrit de la démoralisation et de la passivité de notre camp social. Si la Belgique francophone et Bruxelles semblent pour l'instant épargnées du point de vue électoral, le poison d'extrême-droite reste bien présent dans la société et influence les mesures prises par la coalition Michel-De Wever et leur message politique. Dans la perspective des super-élections de 2019, nous décodons ces extrêmes droites 2.0, des USA aux Philippines en passant par l'Amérique Latine et bien sûr l'Europe et la Belgique. Nous tentons ici de comprendre quels sont les traits majeurs de l'internationale brune émergente, par quels moyens celle-ci renforce son emprise et les dangers mortels qu'elle représente pour la majorité de la population. Pas pour jouer à se faire peur, mais bien pour armer nos critiques et nos luttes collectives, envers l'enjeu brûlant de l'antifascisme et des tâches qui en découlent pour le mouvement ouvrier de notre temps.



LE DANGER FASCISTE AU 21^E SIÈCLE

Par Ugo Palheta
Professeur à l'Université de Lille 3,
Auteur de « La possibilité du fascisme »,
Ed. La Découverte, 2018

L'élection récente de Bolsonaro au Brésil a mis en lumière un fait politique de première importance : le danger fasciste est de retour, en Europe et dans le monde. Bien sûr, les fascistes n'avaient pas disparu, même dans l'immédiat après-guerre, mais on pouvait imaginer qu'ils seraient condamnés pour longtemps, sinon pour toujours, à la marginalité politique, tant la Seconde Guerre mondiale — et en particulier le génocide des Juifs et des Tsiganes — avaient démontré le caractère effroyablement meurtrier de leurs « idées ».

Et pourtant, en se rendant méconnaissables par une transformation de leurs discours et un usage habile de la scène électorale, les extrêmes droites ont actualisé l'héritage fasciste, sous des formes diverses dépendant en partie des traditions politiques de chaque pays : celui d'un projet nationaliste extrême et ultra-autoritaire, visant une renaissance nationale par l'écrasement de toute contestation (sociale, politique, intellectuelle, journalistique, artistique, etc.), en particulier le mouvement ouvrier, et l'annihilation de tout ce qui est perçu, par eux, comme un élément de division du corps national (essentiellement la présence sur le sol national de minorités ethno-raciales constituées en « ennemi intérieur »).

La résurrection du fascisme est une conséquence de l'offensive néolibérale menée dans les années 1980 et de l'apparent triomphe du capitalisme : en rognant progressivement toutes

les conquêtes de la gauche et du mouvement ouvrier, les classes dirigeantes sont parvenues à rétablir en partie les profits (qui avaient baissé dans les années 1970) mais ont également sapé, peu à peu, les conditions d'une domination politique stable et pacifique. Elles ont rendu de plus en plus difficiles l'obtention du consentement de la majorité de la population à l'ordre existant, les politiques imposées ne pouvant à terme que délégitimer les partis qui se succèdent au pouvoir.

Or la classe dominante n'a pas seulement besoin, pour reproduire sa domination, de dégager des profits ou de contrôler les moyens étatiques de répression ; il faut encore que ses représentants politiques, et plus profondément son ordre politique et économique, soient perçus comme légitimes en apparaissant notamment en mesure d'assurer le bien-être matériel des populations. C'est cette capacité hégémonique de la bourgeoisie qui est mise en crise, aboutissant à ce fait étrange et apparemment paradoxal : le capitalisme n'a plus d'adversaire à sa mesure depuis le déclin du mouvement communiste international et n'est guère menacé par des soulèvements révolutionnaires, du moins pour l'instant, mais il apparaît instable et fragile politiquement.

Face à cette instabilité, qui exprime une montée des mécontentements sociaux peinant à se cristalliser politiquement, les classes dirigeantes ont eu tendance au cours des deux dernières décennies à adopter des politiques de plus en plus répressives :



encerclément sécuritaire des quartiers pauvres, dont les habitants, en particulier les jeunes hommes non-blancs, sont systématiquement harcelés et contrôlés par la police ; criminalisation des mouvements de contestation, y compris de l'activité syndicale, même dans ses formes modérées ; contournement des assemblées élues au profit des pouvoirs exécutifs ou d'instances non-élues (la Commission européenne par exemple) ; imposition par ces instances de politiques néolibérales et d'une gestion austéritaire.

Ainsi a émergé un néolibéralisme autoritaire qui peut sans nul doute permettre aux gouvernements d'aller plus avant dans l'entreprise de liquidation des services publics, de la protection sociale et du droit du travail, mais dont on voit mal comment il pourrait inaugurer un nouveau cycle de prospérité économique et permettre aux possédants de stabiliser durablement la situation politique. Une dynamique de fuite en avant pourrait dès lors amener certains secteurs de la classe dominante à considérer, comme c'est déjà le cas dans certains pays (en Inde ou au Brésil par exemple), les avantages possibles de mouvements d'extrême droite qui ont conquis une audience de masse, essentiellement électorale.

S'ils y sont parvenus, c'est essentiellement en jouant des armes de la xénophobie et du racisme. Les fascistes ont largement profité du fait que les partis dominants n'ont cessé de diffuser l'idée que l'immigration et les immigrés constitueraient un « problème » (à traiter, à résoudre), ou plus précisément la source de difficultés — chômage, délinquance, etc. — pourtant imputables à leurs politiques. Dans un contexte d'accroissement de la concurrence sur le marché du travail mais aussi d'offensive néo-impériale des puissances occidentales (nommé « guerre contre le terrorisme » depuis le 11 septembre 2001), il a alors été facile à l'extrême droite de diffuser son venin nationaliste, xénophobe et raciste, notamment en faisant des musulman.e.s une « cinquième colonne » menaçant la sécurité et l'intégrité culturelle d'une nation mythifiée.

L'extrême droite n'est certainement pas la première option des bourgeoisies mais, dans une période où le capitalisme apparaît durablement essoufflé, certaines fractions peuvent être tentées de proposer des alliances (voire à favoriser directement leur accès au pouvoir) à des partis proposant d'en finir plus énergiquement avec les résistances sociales et politiques. D'autant plus que ces partis n'ont rien d'anticapitalistes : leurs discours de déploration sociale ne considèrent les classes populaires que comme des victimes passives, tout juste bonnes à leur apporter des suffrages, non comme le sujet collectif d'une lutte politique, et leurs critiques visent seulement la dimension financière et mondialisée du capitalisme (ce que Marine Le Pen nomme le « mondialisme financier »), si bien que les propriétaires des

grandes entreprises — bien souvent occidentaux et blancs — ne sont généralement pas nommés.

Ni dans l'entre-deux-guerres ni dans la période contemporaine le fascisme ne constitue une alternative au capitalisme. Au contraire, quand il parvient au pouvoir, le fascisme invente une forme nouvelle d'État qui pousse jusqu'au bout les tendances autoritaires inhérentes au capitalisme. Même quand il s'affublait du qualificatif de « socialiste », il ne remettait en rien en cause la propriété privée des moyens de production et les logiques de marché. Le projet économique et social du fascisme, c'est pour l'essentiel un capitalisme national dans lequel rien n'est protégé sinon les profits des grandes entreprises nationales et où l'exploitation patronale ne manquerait pas d'être décuplée par l'écrasement du mouvement syndical, qui a toujours fait l'objet d'une haine farouche de la part de toutes les extrêmes-droites.

Le fascisme se développe donc à notre époque d'abord en raison de la crise d'hégémonie prolongée évoquée plus haut, qui tend à s'installer partout tant l'offensive néolibérale s'est déployée à l'échelle mondiale. Mais sa résistible ascension dérive aussi d'une situation sociale et politique où, dans la plupart des pays, les classes populaires et le mouvement ouvrier n'ont pas été écrasés, conservent une partie des droits sociaux conquis antérieurement et maintiennent des capacités de défense de leurs intérêts, mais apparaissent trop démoralisées, désorientées et divisées pour proposer une solution politique à la crise du système capitaliste. C'est dans cet entre-deux que se construisent les succès de l'extrême droite.

De cela découlent des objectifs stratégiques pour le mouvement ouvrier et la gauche, que l'on pourrait résumer ainsi : refuser de céder la moindre parcelle de terrain aux fascistes, pour ne pas les laisser prendre confiance dans leurs forces et bloquer ainsi la construction d'un mouvement fasciste militant et de masse ; faire vivre un antiracisme politique visant à faire reculer en particulier le racisme institutionnel (qui affecte surtout les quartiers populaires des grandes villes), l'islamophobie, les politiques anti-migratoires, l'antisémitisme et les discriminations systématiques ; bâtir un front uni — politique, syndical, associatif — à la fois pour affronter le danger fasciste et populariser un projet de rupture avec le néolibéralisme autoritaire et xénophobe ; proposer une réponse à la crise d'hégémonie en se dotant d'une perspective de conquête du pouvoir politique. Le fascisme se nourrit de nos reculs, soyons à l'offensive !



AVEC BOLSONARO AU POUVOIR, LES SYNDICATS S'ORGANISENT POUR LUTTER



Par Santiago Fischer,
Solidarité Mondiale



Le Brésil a basculé. Le plus grand pays d'Amérique Latine aux plus de 200 millions d'habitants est désormais gouverné par un président ouvertement d'extrême droite. Rêvant d'un retour à la dictature militaire (1964-1985) où la violence était utilisée impunément contre les opposant.e.s politiques, Jair Bolsonaro donne des sueurs froides aux populations les plus vulnérables, aux premiers rangs desquels on peut compter les indigènes, les femmes, les homosexuel.le.s, les transgenres et, d'une manière générale, les populations les plus précaires. Les défenseurs des droits humains et environnementaux ainsi que les militant.e.s du PT (Parti des Travailleurs) et du PSOL (gauche radicale), et bien sûr les syndicalistes, seront également dans le viseur du président et de ses sympathisants lors des quatre prochaines années qui vont jalonner son mandat.

«Notre peuple ne mérite pas quelqu'un comme Bolsonaro. Ce qu'il veut faire va provoquer une catastrophe sociale. Il veut favoriser les grands propriétaires et va accentuer les discriminations. C'est un grave retour en arrière», nous confie, très inquiet,

Ricardo Patah, le président de la centrale syndicale UGT¹, qui rassemble 1.300 syndicats et 12 millions d'affilié.e.s au Brésil.

Le nouveau président a été élu dans un climat de récession économique, avec 14 millions de chômeur.se.s et des populations de plus en plus précarisées par des conditions de travail indignes. La colère gronde et alimente les peurs, principal moteur utilisé par Bolsonaro pendant la campagne électorale. Dans une campagne émaillée de fausses informations diffusées dans les médias sociaux tels que Whatsapp, les haines ont été attisées contre des boucs émissaires tout trouvés, à commencer par les militants du PT, parti rejeté par une grande partie de la population à la suite des différents scandales de corruption dévoilés ces dernières années. Bolsonaro s'est érigé en figure exemplaire, en personnage héroïque capable de mettre fin d'un coup de baguette magique à la violence endémique qui ronge le pays, ainsi qu'à la corruption généralisée. Son discours de haine a plu et a rassuré 55% des Brésiliens qui l'ont choisi pour conduire la destinée de leur pays.

¹L'UGT est soutenue par la CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens)



La solidarité plutôt que le repli sur soi

«Nos compatriotes semblent avoir la mémoire courte. Pour vivre mieux, le Brésil a besoin de politiques sociales et solidaires, pas d'un repli sur soi. Sous la présidence de Lula, il y a eu de grands progrès sociaux. Il a développé la région du nord-ouest du pays, pourtant très précaire, en lançant un grand projet d'électrification pour apporter la lumière dans les maisons, ainsi qu'un plan visant à amener l'eau courante. Il a permis à des millions de pauvres d'accéder au système d'allocations familiales pour vivre dignement. Les pensionnés ont vu leur revenu mensuel augmenter de 70 à 300 dollars. Il a amélioré le système éducatif afin de le rendre plus égalitaire et performant. Il a insufflé plus de participation citoyenne dans les prises de décisions, permettant ainsi une meilleure inclusion de populations jadis laissées pour compte comme les afro-descendant.e.s, les femmes, les LGBTI. Ces catégories de personnes ont pu mettre leurs préoccupations en avant et proposer des progrès dans les politiques publiques», rappelle Ricardo Patah.

Jair Bolsonaro a promis au contraire de mettre fin aux politiques sociales, de favoriser les grands investissements et de continuer l'exploitation de l'Amazonie, au mépris des politiques environnementales impulsées les années précédentes. Il privilégie la torture par les forces de police comme moyen d'obtenir des informations et entend faciliter le port d'arme pour les Brésiliens. Il a aussi menacé d'exiler ses opposants politiques ou de les mettre en prison.

Des travailleur.se.s de plus en plus précarisé.e.s

L'UGT craint également une précarisation croissante des conditions de vie des travailleur.se.s. Ceux-ci ont déjà subi tous azimuts, ces derniers mois, des attaques de la part de l'actuel président, Michel Temer. Différentes dispositions législatives ont été approuvées, avec des conséquences catastrophiques pour l'ensemble de la population. La loi sur le «travail intermittent», par exemple, permet de flexibiliser les conditions de travail, en instituant le travail à l'heure avec un salaire plafonnant à 10 % du niveau minimum. Désormais, toute fonction peut être assurée par une sous-traitance bon marché, rappelant des conditions proches de l'esclavage. Les femmes sont également fortement touchées par les mesures récentes. Ainsi, une loi permet de faire travailler les femmes enceintes dans des conditions insalubres, au nom de la sacro-sainte croissance économique et de la création d'emplois, et cela au mépris de leur santé. Bolsonaro a promis de continuer à aller dans ce sens en accentuant la flexibilisation.

«On ressort les vieilles recettes néo-libérales pour lutter contre la crise. On croit que cela va tout régler, mais on oublie la dignité des travailleurs, alors que c'est l'essentiel», tempête Ricardo Patah. Les quatre prochaines années seront placées sous le signe de la résistance. Les différents syndicats vont devoir s'unir, au-delà des clivages, afin de sauver les acquis sociaux qu'il reste. «Nous avons déjà commencé à nous organiser afin d'offrir une opposition féroce à ce gouvernement. Face à ce front réactionnaire, nous avons besoin de tous les démocrates pour lutter.»

Les syndicats devront malheureusement compter sur des moyens financiers limités. Leurs ressources ont en effet été rabotées par le gouvernement Temer, poussant ces mouvements sociaux au bord du gouffre et les obligeant à licencier leur personnel à tour de bras. S'attaquer aux syndicats s'inscrit dans une stratégie bien réfléchie qui vise à briser la contestation sociale. Il s'agissait avant tout de s'assurer que ces moyens ne soient pas alloués au soutien de la campagne présidentielle du PT. Les syndicats, exsangues, vont devoir composer avec cette cure d'austérité qui va perdurer.

«Mais le succès de la lutte passera aussi par la solidarité internationale. Des partenaires comme la CSC en Belgique sont de véritables alliés pour nous. Outre les moyens financiers, ils nous apportent un soutien politique indispensable. Ce qui arrive chez nous est aussi en train de se passer ailleurs dans le monde. Nous, les travailleurs, nous devons nous unir à travers le globe pour affronter les politiques réactionnaires qui plongent les populations dans un avenir social des plus sombres», conclut le syndicaliste.

Avec un taux de syndicalisation atteignant les 20 %, la base militante est bien présente au Brésil et risque de mener la vie dure au nouveau président. Néanmoins, une alliance avec l'ensemble de forces vives sociales (mouvements de femmes, indigènes, environnementalistes, LGBTI, etc.), également dans le viseur de Bolsonaro, s'avère indispensable, si l'on veut contenir les dérives autoritaires du nouveau régime et à terme, favoriser l'émergence d'un gouvernement progressiste.

En Amérique latine, la gauche de plus en plus évincée du pouvoir

Au-delà du Brésil, c'est l'ensemble du continent latino-américain qui change de couleur. Après le virage à gauche des années 2000, la région tourne à droite depuis quelques années. En Argentine, Colombie et Chili, les gouvernements conservateurs ont pris les commandes. Avec le Brésil désormais à leur côté, un axe de droite dure se dessine. Ces régimes vont-ils accepter le jeu démocratique ou seront-ils tentés par un retour à l'autoritarisme? Cette droite décomplexée par l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis se sent pousser des ailes et profite du désenchantement des classes moyennes envers le pouvoir politique. Ces populations, tantôt déçues par l'échec des gouvernements progressistes à vaincre la crise économique, tantôt effrayées par les privilèges qu'elles risquent de perdre, ont trouvé un nouveau terrain d'expression en votant pour des candidats autoritaires et charismatiques présentés comme des sauveurs.

Pour aller plus loin : «L'Amérique latine à la croisée des chemins», La Revue Nouvelle, numéro 5, 2018 (par François Reman et Xavier Dupret).



L'EXTRÊME-DROITE, LES FEMMES ET LES LGBT



Par Elodie Stockman,
Jeunes CSC Bruxelles



Nul.le ne peut nier la montée de l'extrême droite en Occident, en Belgique comme ailleurs. Cette montée de l'extrême droite se traduit également par la récupération d'un certain féminisme par les partis nationalistes occidentaux et le vent néolibéral qui souffle sur toute la planète. Ce féminisme se traduit par une infantilisation de la femme racisée¹, en particulier musulmane, soumise à un diktat patriarcal dont la femme blanche aurait réussi à s'extirper tout du moins en partie.

Tout d'abord de quoi s'agit-il ? Dans un contexte politique où l'extrême droite se renforce un peu partout en Occident, il n'est pas inutile d'expliquer ces deux concepts, travaillés par de nombreux/ses auteur.e.s. Si le fémonationalisme peut s'entendre comme étant une « mobilisation des idées féministes à des fins racistes et souvent islamophobes par les partis nationalistes et les gouvernements néolibéraux² », l'homonationalisme peut être décrit comme un mouvement de récupération par les partis nationalistes dans le but de légitimer une culture LGBTQI+³ essentiellement blanche et appartenant aux couches

aisées des populations, au détriment des populations racisées et spécifiquement musulmanes.

En premier lieu, parlons du fémonationalisme, qui a été longuement exploré et développé par Sara Farris⁴, assistante professeure en sociologie à l'Université de Londres et écrivaine. Cette récupération politique et stratégique se fait sans aucun accord établi entre les mouvements féministes et les différentes instances de pouvoir. Les partis nationalistes affichent des postures résolument identitaires, reliées à une « culture ethnique » spécifique qui peut être occidentale ou plus précisément belge, française, hongroise... Ces assises identitaires permettent de hiérarchiser les personnes suivant leur couleur de peau, leur religion, leur origine. Nous parlons ici d'une catégorisation où l'homme blanc tient la place haute, toujours, au détriment des hommes racisés, présentés comme l'incarnation de la misogynie et du patriarcat. Ces hommes racisés sont le m(â)(e) incarné, l'homme blanc le sauveur des pauvres femmes soumises.



¹ racisé.e = personne non blanche

² WIKTIONARY. Fémonationalisme, <https://fr.wiktionary.org/wiki/fémonationalisme>

³ (Lesbiennes, Gays, Bi, Trans, Queer, Intersexe)

⁴ S. Farris, « Les fondements politico-économiques du fémonationalisme », <https://www.contretemps.eu/les-fondements-politico-economiques-du-femonationalisme/>

D'une part, l'islamophobie ambiante (et fortement renforcée depuis le 11 septembre 2001) permet de diaboliser toute une population. Le féminisme est ici présenté comme une manière de sauver les femmes musulmanes, en leur imposant de « se libérer » dans une conception très univoque du sens de ce mot. En effet, le fémonationalisme ne considère pas qu'une femme musulmane puisse avoir sa propre réflexion et ses propres choix concernant sa manière de s'habiller ou de réfléchir. Celle-ci est présentée comme nécessairement « soumise », « silencieuse » et « malheureuse ». Son seul salut résiderait dans l'intégration des valeurs présentées comme « occidentales » (rejet du port du voile et dévoilement du corps).

En plus de l'infantilisation et du paternalisme, cette approche fait du corps des femmes une marchandise qui doit impérativement être visible. Obliger les femmes à se dévoiler, à afficher leur corps, fait de nous des produits à consommer, à regarder, à s'approprier. Les femmes musulmanes sont sommées d'intégrer qu'en Occident, il est de bon ton de marcher léger. Cette vision très limitée de la liberté sexuelle est alors insidieusement détournée contre les femmes, les obligeant à suivre une seule manière d'être « libérée ».

Ce discours idéologique du fémonationalisme ne peut se comprendre si on n'y ajoute pas une analyse de l'ethnostratification du marché du travail, autrement dit la répartition des emplois selon le genre et la « race sociale » (ou l'origine, voire la culture présumée) dans nos sociétés. Aujourd'hui en Occident, il est primordial de se rendre compte que les postes les plus importants sont majoritairement occupés par des hommes, relativement âgés et blancs. Tout au bout de cette chaîne, nous retrouverons les femmes racisées et sans-papiers. Entre les deux, nous aurons les femmes migrantes avec un statut précaire, les femmes avec papiers racisées, les femmes blanches avec un statut précaire ou pas. Cela s'accompagne d'une répartition genrée des différents secteurs : les femmes sont extrêmement majoritaires dans les secteurs domestique et du « care » (du soin à la personne comme les infirmières, les nounous, par exemple), tâches qu'elles endossent déjà très majoritairement à la maison. Ces travailleuses, principalement racisées et migrantes, constituent une réserve de main d'œuvre indispensable au capitalisme néolibéral, pour des secteurs où le travail n'est pas délocalisable ni mécanisable : nous n'allons pas faire garder nos enfants en Chine, ni nous faire soigner au Canada et on ne remplace pas encore une nounou ou une infirmière par un robot. Le fémonationalisme considère ces femmes comme ayant une utilité particulière, à l'inverse des hommes sans-papiers, pourchassés dans le secteur de la construction ou de l'HORECA par la police, parce qu'ils sont remplaçables par des travailleurs « nationaux ».

En second lieu, l'homonationalisme permet d'asseoir l'impérialisme occidental au détriment de la population racisée et spécifiquement musulmane LGBTQI+, en dressant le portrait d'un monde LGBTQI comme l'apanage des populations riches, blanches

dans leur grande majorité, dont le modèle de vie se calque sur la norme hétéro de la famille nucléaire. Ainsi, le mariage pour toutes les personnes se revendiquant homosexuelles permet de consolider le mariage comme modèle de reproduction sociale, sans remettre en cause en profondeur le modèle dominant, et sans non plus offrir de réponse aux membres de la communauté LGBTQI qui subissent la répression, la violence et la pauvreté au quotidien, dans la famille, au travail ou dans l'espace public. Les migrant.e.s LGBTQI ou les personnes qui ne souhaitent pas se conformer à la norme dominante (queer, non-binaires, trans, etc.), entre autres exemples, restent marginalisées. Cela permet cependant d'écarter les populations racisées et musulmanes de ce modèle, en les assimilant à des « populations homophobes » par essence. Jasbir Puar⁵ montre ainsi qu'il s'agit de légitimer la colonisation des pays du Sud par l'Occident, voire des actes de torture sur ces populations, en prenant pour prétexte que ces pays sont de toutes façons des endroits « barbares » où les droits des personnes LGTBQI+ n'existent pas. Les personnes ainsi criminalisées finissant parfois elles-mêmes par se convaincre de leur homophobie face à des droits LGBTQI perçus comme justification d'une politique de guerre et d'invasion.

Les exemples d'instrumentalisation des populations LGBTQI+ sont nombreux : le pinkwashing, couplé à l'islamophobie en Israël (où les personnes gays et lesbiennes sont représentées comme des modèles de consommation, issus des milieux aisés, frivoles), la présence de la N-VA dans la Pride en Belgique en mai dernier, la nomination de Zuhail Demir (figure d'origine kurde de la N-VA) au poste de secrétaire d'Etat à l'égalité des chances et qui est la première à dénoncer le trop plein d'étrangers en Belgique. Plus proche de nous également, à Bruxelles, l'interdiction pour des femmes musulmanes de porter le foulard dans différentes administrations ainsi que dans les écoles témoignent d'une insidieuse contamination du fémonationalisme, y compris dans des milieux dits « de gauche ».

Ces différents mouvements politiques ont pour conséquence d'invisibiliser complètement les populations musulmanes et racisées des luttes des milieux queer et féministes, ainsi que de lutter contre le militantisme féministe inclusif et pro-choix, et de jeter les opprimé.e.s les un.e.s contre les autres au nom d'une « civilisation » prétendument supérieure. Autrement dit, les mouvements féministes et LGBTQI font face à un danger réel de récupération et d'embrigadement par des Etats et un système politique et économique qui n'ont rien d'émancipateurs. A l'heure où l'extrême-droite ressurgit partout, il est plus que jamais nécessaire de faire connaître la critique sociale de l'homonationalisme et du fémonationalisme dans nos organisations et collectifs, et de donner place, visibilité et parole aux personnes concernées au premier degré, notamment les femmes et personnes LGBTQI racisé.e.s. L'heure est moins que jamais à la division mais bien à l'unité des mouvements sociaux et de gauche sur des bases résolument anticapitalistes, anti-sexistes, antiracistes et inclusives de toutes les identités.

5 G. REBUCINI, « Homonationalisme et impérialisme sexuel : politiques libérales de l'hégémonie. » <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2013-1-page-75.htm>



DONALD TRUMP, L'EXTRÊME-DROITE ET LE FASCISME. QUATRE QUESTIONS, QUATRE RÉPONSES

Par Daniel Tanuro,
auteur de "Le moment Trump.
Une nouvelle phase du capitalisme mondial",
Demopolis, 2018

Quelles sont les caractéristiques de l'extrême-droite aux Etats-Unis?

Il n'y a pas une mais des extrêmes-droites aux Etats-Unis. Des groupes nazis et antisémites, très violents, arborent la croix gammée et se réclament d'Hitler. Le Ku-Klux-Klan s'enracine dans l'histoire de la terreur visant à mater toute révolte des Noirs contre l'esclavage capitaliste. Depuis les années soixante, en réaction aux luttes féministes et pour les droits des gays et lesbiennes, se développe une extrême-droite « pro-vie » (anti-avortement) et pro-patriarcat qui ne recule pas devant des attentats. Plus récemment encore sont apparus des groupes islamophobes qui multiplient les actes haineux, en particulier contre les femmes. La liste est longue. Ce qu'on appelle l'Alt-right est en partie une tentative de rassembler ces mouvances en les modernisant et en les débarrassant de leurs aspects « folkloriques ». La manifestation de Charlottesville, en août 2017, a montré le danger de ces groupes. En même temps, elle a montré les limites du danger: malgré une mobilisation nationale très soutenue, les manifestants fascistes étaient moins de trois mille. Quelques semaines plus tard, dans une autre ville, une tentative de rassemblement nazi a été complètement étouffée par une foule bigarrée de plus de 30.000 manifestant.e.s. Enfin, un an après Charlottesville, les fascistes ont voulu manifester à Washington: ce fut un échec complet.

Le plus grand danger d'extrême-droite ne vient pas de ces groupes. Il vient de la radicalisation à droite de couches sociales majoritairement petites-bourgeoises des régions périurbaines ou semi-rurales, qui entraînent avec elles des fractions, principalement mâles, de la classe ouvrière. Il s'agit d'un phénomène de masse au sein de la population blanche aisée ou relativement aisée. Il est apparu en pleine lumière avec la formation spontanée du Tea Party. Né à la base en réaction à la déroute électorale des Républicains face au candidat Obama, ce Tea Party est une mouvance au sein du Parti Républicain qui s'est développée à vive allure tout en glissant de plus en plus à droite. Elle a pu conquérir de nombreuses positions électorales sur base d'un programme ultra-néolibéral dogmatique, sécuritaire, bigot-réactionnaire sur le plan des mœurs, anti-intellectuel, anti-migrant.e.s et hostile à toute forme de solidarité - en particulier aux programmes sociaux en faveur des minorités. Un courant politicien de droite extrême nationaliste, protectionniste et isolationniste existait depuis plusieurs décennies, en marge du parti républicain ou au sein de celui-ci (Trump y avait fait ses premières armes en politique). L'apparition du Tea Party lui ouvrit un espace de développement. L'état-major du parti Républicain utilisa d'abord le Tea Party pour se refaire face à Obama. Ensuite, avec l'aide du grand capital, il voulut

nettoyer les rangs de ses élus de ces intégristes de l'équilibre budgétaire, qui devenaient encombrants. Mais le mouvement à la base était trop fort; il avait eu le temps de s'enraciner avec l'aide des églises évangéliques et de toute une série de think tanks de droite financés par des réactionnaires riches. C'est ainsi que la dimension anti-establishment s'est développée au sein du Tea Party, en plus des caractéristiques citées plus haut. Du coup, Trump l'outsider était le mieux placé pour capter cet électorat. Depuis lors, il ne cesse de le consolider tout en le radicalisant encore plus à droite, et en l'utilisant pour mettre l'ensemble de la structure Républicaine à sa botte.

Sur quoi se base le succès de cette extrême-droite « trumpiste »?

L'élection de Trump est avant tout le résultat d'un double mouvement: d'une part, la mobilisation militante de la mouvance Tea Party; d'autre part, la profonde démobilitation du monde du travail, des femmes, des jeunes et des minorités, déçus de la présidence Obama, scandalisés par le sauvetage des banques après la crise de 2007-2008 et dégoûtés par Hillary Clinton, la candidate de Wall Street (Bernie Sanders aurait sans doute changé la donne). A ces deux facteurs clés, il convient d'ajouter deux éléments « techniques »: le rôle décisif du collège des grands électeurs (en nombre de voix, Trump a perdu les élections) et le fait que d'innombrables astuces permettent de priver massivement les pauvres du droit de vote (le régime politique US, en réalité, ne mérite pas d'être considéré comme une « démocratie bourgeoise formelle »). Enfin, Trump a bénéficié du soutien d'une partie du petit club d'ultra-riches qui complotent depuis des années pour tirer les USA vers l'extrême-droite néolibérale en finançant des candidat.e.s à leur image. Robert Mercer et sa fille Rebekka, en particulier, ont joué un rôle très important. Les Mercer sont extrêmement riches, misanthropes, ultra-réactionnaires et climato-négationnistes. Mathématicien de génie, Robert Mercer a fait sa fortune par la création d'algorithmes sophistiqués pour manipuler les marchés financiers...ou les électeurs. Sa fille et lui ont investi énormément d'argent dans Cambridge Analytica (célèbre depuis le scandale Facebook) et dans le site Breitbart News. Leur objectif: en faire les outils d'un projet de destruction du système politique bipartisan et d'instauration d'un pouvoir autoritaire. Steve Bannon est présenté comme l'éminence grise de ce projet, mais il n'était que l'employé des Mercer. Ceux-ci en ont fait le directeur de campagne de Trump, puis le conseiller spécial du président, jusqu'à ce que Bannon tombe en disgrâce à la fois à la Maison Blanche et auprès de ses maîtres.





Comment qualifier cette extrême-droite et quel danger constitue-t-elle par rapport au mouvement ouvrier et aux mouvements sociaux en général?

Il y a des fascistes dans l'entourage immédiat de Trump, mais ne banalisons pas le fascisme: le fascisme, c'est la destruction physique du mouvement ouvrier et des autres mouvements sociaux à l'aide d'un mouvement de masse extra-parlementaire. Nous n'en sommes pas là. Les grèves récentes aux USA - celles des enseignant.e.s de plusieurs Etats, par exemple - n'ont pas été attaquées par des bandes fascistes. Les manifestations féministes, écologiques, etc. ne le sont pas davantage. Trump, paradoxalement, tente même de séduire des syndicats, avec un certain succès. Conclusion: les comparaisons avec les fascistes des années trente sont utiles, mais ne doivent pas cacher les traits spécifiques de la vague d'extrême-droite actuelle. Dire que le (néo)fascisme est au pouvoir aux USA est absurde. Le « trumpisme » est un nationalisme autoritaire, xénophobe, démagogue, machiste, raciste, islamophobe, climato-négationniste, à la fois antisémite et pro-sioniste. Trump profite du désarroi du monde du travail pour chercher à construire une hégémonie électorale réactionnaire en se basant principalement sur des fractions de la petite-bourgeoisie révoltées contre la mondialisation néolibérale et sur des couches ouvrières, mâles et blanches en particulier. Dans la mesure où il établit cette hégémonie, il s'offre au capital comme un véhicule possible pour le renforcement du pouvoir exécutif nécessaire à l'approfondissement du néolibéralisme dont la gestion « globaliste » est en crise. C'est là que réside la menace majeure. Le « trumpisme » pourrait éventuellement créer des conditions propices au développement ultérieur d'une extrême-droite plus dangereuse encore, voire même d'un authentique mouvement de masse fasciste. C'est d'ailleurs ce qui se passe au niveau international: l'exemple de Trump a inspiré Bolsonaro qui incarne une menace fasciste beaucoup plus réelle et immédiate que Trump lui-même. Dans tous les cas, la

dérive fasciste n'est nulle part automatique: tout dépend de la résistance des exploité.e.s et des opprimé.e.s. Or, justement, la résistance se développe aux Etats-Unis. Dans ce pays, il est donc délicat de parler de « préfascisme », de « néofascisme » ou de « proto-fascisme ». Cela n'atténue en rien l'importance du combat idéologique dont le « trumpisme » qui se caractérise par un mélange sauvage de nihilisme, d'individualisme forcené et d'indifférence absolue face aux ravages écologiques et sociaux qu'il entraîne. Mais ne nous trompons pas de diagnostic.

Comment combattre cette extrême-droite?

Par les luttes, l'organisation des luttes et la convergence des luttes syndicales, féministes, écologiques, antiracistes. Le « trumpisme » est le produit de quarante ans de néolibéralisme échelonné. Ce n'est pas un phénomène temporaire. Il est bien enraciné dans certaines couches privilégiées ou relativement privilégiées de la société. La très grave crise systémique - à la fois sociale, économique, écologique et morale - du capitalisme pousse les dominants vers le recours à la violence et à la dictature pour maintenir à tout prix leur pouvoir. Le trumpisme est l'expression de ce mouvement profond. C'est une illusion grave de penser qu'il pourrait être éliminé en douceur, en votant pour le parti Démocrate qui a fait son lit. La lutte contre le cancer trumpiste exige la réinvention dans l'action d'un projet d'émancipation des exploité.e.s et des opprimé.e.s. Le mouvement syndical porte une grande responsabilité. Là où il est inclusif des femmes, des minorités et actif dans les mobilisations écologiques ainsi que dans la solidarité avec les migrant.e.s, il contribue à faire murir une alternative. Là où il reste corporatiste, mâle et blanc, il se fait contaminer par la démagogie trumpiste et scie la branche sur laquelle il est assis.



LES PHILIPPINES, L'EXTRÊME-DROITE AU POUVOIR

*Par Alex De Jong,
co-directeur de l'Institut international
de Recherche et de Formation (IIRE) à Amsterdam
et spécialiste de la politique aux Philippines*

Quand Duterte a été élu, il a promis d'organiser une "guerre contre la drogue" sans pitié, et de prendre soin des pauvres. Mais pour ceux-ci, son gouvernement a signifié la mort de milliers d'entre eux.

Duterte a commencé sa carrière à la fin des années 80 comme maire de la ville de Davao, une ville importante dans le Sud du pays. Comme beaucoup de politiciens professionnels dans le pays, il a bénéficié de connexions familiales : son père avait été gouverneur de la même région dans les années 60. Mais aux élections présidentielles 2016, Duterte est parvenu à se présenter comme un "outsider". La ville de Davao est très éloignée de la capitale Manille, et la famille de Duterte n'était que des petits joueurs dans la politique philippine. Et Duterte sait comment se donner une image de "gars ordinaire". Il se retousse les manches et porte des jeans, il jure et fait des blagues, il mâche des bubble-gums en racontant des histoires de bagarres. L'élite maniérée pense qu'il est d'un mauvais goût terrible, mais beaucoup aiment la manière d'agir de Duterte.

"Finalement un vrai macho, quelqu'un qui agit en montrant qu'il assez fort pour régler les nombreux problèmes du pays, et qui n'a pas peur de se salir les mains". Les Philippines ont une population en croissance rapide de plus de 100 millions d'habitants. Plus d'un quart d'entre eux est officiellement pauvre — c'est-à-dire gagnant même moins que le seuil de 4,6€ par jour. Le chômage se situe autour de 6% mais cela ignore les millions de personnes qui ne sont pas officiellement enregistrées et se retrouvent sans travail formel. A peu près 40% de la force de travail est employée dans l'économie "informelle" - sans contrat officiel ni régulations du travail. Autour de 15% de la population a régulièrement faim, au sens fort du terme. La croissance économique est élevée, mais ça ne fait pas beaucoup de différences pour les pauvres.

Avec ses promesses de s'occuper des pauvres, et son comportement de "mec ordinaire", Duterte a gagné du soutien parmi les classes populaires du pays qui en avaient marre des politiciens de l'establishment. Mais la popularité seule n'aurait pas suffi pour mener une campagne réussie; pour cela, de l'argent est nécessaire. Des hommes d'affaires et de riches politiciens ont sponsorisé la campagne de Duterte pour vaincre leurs rivaux communs. Un important allié de Duterte est la famille de Ferdinand Marcos, le dictateur défunt. Depuis les années 90, la femme de Marcos, Imelda, et ses enfants, ont développé leur carrière politique avec succès. La dynastie Marcos est à nouveau une ressource politique considérable. Une source de son pouvoir

réside dans les 10 milliards (estimés) volés par Marcos avant qu'il ne soit renversé en 1986. Une fois élu, Duterte a récompensé ses riches soutiens avec des emplois au gouvernement et des contrats. Duterte a fait référence à Marcos comme le plus grand président du pays, et a profité d'une effrayante réhabilitation de la dictature. La dynastie Marcos a utilisé ses milliards volés pour polir l'image de la dictature, dépeignant celle-ci comme une époque d'"ordre, de discipline et de développement". De la même manière, Duterte a promis une main de fer qui amènera l'ordre, éradiquera le crime et la corruption, et développera le pays.

Combinant une posture de "mec dur", une rhétorique sur "la loi et l'ordre" et des promesses pour aider les pauvres, Duterte a gagné des votes dans toute la société philippine. Les pauvres désespérés à la recherche d'un sauveur, et les riches qui voulaient une force de police violente pour garder ces mêmes pauvres dociles et hors de vue : ils pouvaient tous voir en Duterte "leur homme". Mais seul ce dernier groupe a reçu ce qu'il espérait.

L'une des premières victimes de la "guerre contre la drogue" fut Orlando Abangan, un militant syndical. Lorsque l'un de ses proches a été arrêté sur base de fausses accusations, il a tenté de le faire relâcher. Une semaine plus tard, Abangan était abattu devant sa maison. Depuis, en plus des milliers d'assassinats reliés à la guerre contre la drogue, il y a eu des dizaines d'assassinats de syndicalistes, de défenseurs des droits humains et d'organisateur/trices paysan.ne.s. Le nombre d'assassinats associés à la "guerre contre la drogue" dépasse les 12000, à peu près toutes les victimes étaient issues des classes populaires. Parmi celles-ci, Duterte n'est plus aussi populaire qu'il l'était au début de son mandat. Parmi les riches, sa popularité a monté tandis que les meurtres continuaient.

Le mouvement ouvrier des Philippines a eu des difficultés face à Duterte. Ses discours creux sur le soutien aux travailleurs et aux pauvres, et sa popularité, ont confondu beaucoup de monde. Les pires étaient les soutiens du fort mouvement maoïste dans le pays, qui ont cru qu'ils pourraient travailler avec Duterte, et l'ont soutenu initialement. Beaucoup de syndicalistes et militant.e.s qui étaient sceptiques ont gardé leurs doutes pour eux-mêmes, de crainte qu'ils s'isoleraient en critiquant un politicien si populaire. Les conditions de travail précaire ont affaibli le mouvement syndical philippin. Moins de 10% de la force de travail est syndiquée, et le nombre de membres a chuté de plus de 3 millions en 1990 à 2 millions, tandis que la population a augmenté de 40 millions de personnes. Au début des années



1990, près de 500000 travailleur.se.s étaient couvert.e.s par des négociations et conventions collectives, aujourd'hui il n'y en a plus que 200000.

Duterte est en train de resserrer son emprise sur le système politique, endommageant plus encore la faible démocratie du pays. Les mouvements sociaux et les travailleur.se.s sont les premiers à souffrir de cela; ils sont incapables de gagner leurs droits dans des tribunaux corrompus, ou d'élire leurs représentant.e.s dans des élections truquées. Il y a un nombre incalculable d'histoires de travailleur.se.s qui essaient d'organiser leurs collègues, pour finir virés par leur patron. Ou pire... Fin octobre, neuf syndicalistes ont été abattus pendant une action de protestation. Tout le monde sait que les tireurs étaient employés par le patron, mais tout le monde sait également que les chances que qui que ce soit soit condamné au tribunal sont minces.

Duterte a fait des toxicomanes et des trafiquants les boucs émissaires de tous les problèmes de la société, et a convaincu beaucoup de monde que les abattre en rue était acceptable. Comme l'exemple des Philippines le montre, lorsqu'il devient acceptable de tuer un groupe de personnes avec impunité, il ne faudra pas longtemps avant que d'autres populations deviennent les prochaines victimes.

Pour les mouvements sociaux des Philippines, un défi majeur maintenant est de combiner le combat pour les droits humains, et la démocratie avec celui pour la protection sociale. Comme Josua Mata, secrétaire général de l'organisation-coupole des syndicats Sentro l'a récemment expliqué : "le mouvement doit retourner à ses racines ; vers l'objectif de libération de la classe travailleuse".





L'EXTRÊME-DROITE EN AUTRICHE : LE POPULISME AUTORITAIRE AU POUVOIR

Par Neva Löw, doctorante autrichienne
à l'université de Kassel
sur les questions de syndicalisme et migrations,
et Benjamin Opratko,
chercheur à l'université de Vienne
sur le racisme et l'économie politique internationale



Une manifestation antigouvernementale en Autriche

L'extrême-droite autrichienne est représentée par le Parti pour la Liberté (sic), le FPÖ, qui participe actuellement au gouvernement de coalition avec le parti conservateur, l'ÖVP. Ensemble dans ce gouvernement, ils suivent un projet de populisme autoritaire dont le but est, entre autres, de se débarrasser du droit à l'asile au niveau européen, de démanteler les institutions des travailleurs et d'utiliser le racisme comme moyen d'unifier leur projet.

L'économie autrichienne est marquée par une industrie orientée vers l'exportation qui est étroitement liée à l'Allemagne. Les réformes néolibérales ont été mises en œuvre jusqu'ici timidement et seulement petit à petit. Les plans de grandes restructurations néolibérales n'ont pas encore été réalisés. La société est fortement façonnée par un système de "partenariat social" et par la participation des "partenaires sociaux" dans la structure gouvernante de l'Etat.

Quelles sont les caractéristiques de l'extrême-droite en Autriche ?

Le Parti de la Liberté en Autriche (FPÖ) a ses racines dans un petit parti fondé par un ancien nazi et officier SS après la fin de la deuxième guerre mondiale. Après une période plus orientée vers le libéralisme, Jörg Haider a pris en mains la direction du parti en 1986 et a commencé un tournant idéologique vers le populisme de droite. De 2000 à 2007, le FPÖ a participé à des gouvernements de coalition avec l'ÖVP. Alors que le FPÖ a gagné 11% des votes en 2006, ils ont continué leur ascension, récoltant 17,5% des voix en 2008, puis 20,5% en 2013 et 26%(!) aux dernières élections générales en 2017. Le parti social-démocrate (SPÖ) s'est retrouvé tout juste devant avec 26,9% et l'ÖVP a gagné les dernières élections avec 31,5% des voix. Ces résultats électoraux sont particulièrement préoccupants lorsqu'on regarde

¹Le système autrichien des relations collectives de travail est composé des syndicats, secteur de lutte du mouvement ouvrier, et de la Chambre du travail, qui agit comme un centre de réflexion et le bras légal du mouvement. Chaque travailleur.se en Autriche est automatiquement membre de cette Chambre. Celle-ci fournit un important soutien juridique aux travailleur.se.s et est le représentant principal des intérêts des consommateur.trice.s dans le pays. La Chambre du travail est aussi un „partenaire social“.

de plus près qui a voté pour le FPÖ : 59% des ouvriers ont voté pour eux, en comparaison avec 19% pour la social-démocratie.

Aujourd'hui, le FPÖ est donc dans un gouvernement de coalition avec l'ÖVP et ils travaillent ensemble à leur projet autoritaire. Même si le FPÖ a déjà été en coalition avec l'ÖVP auparavant, ce gouvernement-ci ne peut être regardé comme une simple copie des précédentes expériences. Les différences significatives sont d'abord que le FPÖ et l'ÖVP ont tous deux opéré un tournant à droite et qu'il y a une conjoncture européenne, et même globale, de montée des populismes de droite. Ce qui fait du gouvernement de droite qui dirige actuellement un projet autoritaire populiste plus dangereux encore.

Le projet du populisme autoritaire : racisme et lutte des classes par en-haut

Le gouvernement a été aux affaires depuis un peu plus d'un an et ils ont déjà eu le temps de lancer plusieurs politiques et réformes drastiques. Un aspect très important du projet populiste autoritaire est d'affaiblir les syndicats et leurs canaux d'influence dans la société autrichienne. Dans ce sens, le gouvernement a mis en œuvre la journée de 12 heures, limité le pouvoir des "conseils du travail" (paritaires) et supprimé les conseils consultatifs de la jeunesse. En plus de ça, la coalition des droites a lancé un certain nombre de réformes qui visent toutes à privatiser des secteurs de l'Etat social encore existant et, plus important encore, limiter l'influence et le pouvoir des syndicats dans les structures étatiques. Le gouvernement cherche ainsi à réformer la sécurité sociale, le service public Emploi et les systèmes d'assurance santé et contre les accidents du travail. Ces piliers importants de l'Etat social autrichien ont été traditionnellement cogérés par les "partenaires sociaux" et donc aussi par les syndicats. En imposant des changements structurels dans ces domaines, le gouvernement a pour objectif de, et va parvenir à diminuer le pouvoir et l'influence des syndicats ainsi que leur capacité à assurer des contre-pouvoirs et un certain contrôle pour des pans essentiels de l'Etat social. Une des ambitions ultimes de ce gouvernement est de réduire l'influence, voire même d'abolir, la Chambre du Travail autrichienne!

Au-delà du démantèlement de l'influence syndicale, cela implique aussi la réduction des services pour celles et ceux qui vivent d'allocations, et une approche "d'activation par le travail" aux travailleur.se.s sans emploi. En outre, les fournisseurs d'assurance-santé publique sont affaiblis en vue de faciliter l'accès au marché pour les compagnies privées d'assurances. Des segments "prometteurs", comme les services ambulanciers, sont sous-traités à des opérateurs privés. Le projet populiste autoritaire du gouvernement autrichien inclut enfin des frais d'inscription et des restrictions d'accès pour les universités et l'affaiblissement des droits des locataires.

Le racisme et les politiques racistes constituent un aspect fondamental de leur projet. C'est pourquoi on ne peut être surpris que nombre de mesures ont été prises et sont en préparation qui visent les groupes racisés dans la société autrichienne. Les plus remarquables de celles-ci sont les suivantes : la réduction des allocations familiales pour les enfants qui ne vivent pas en Autriche, mesure dirigée contre les travailleuses domestiques du secteur du "care", qui ne vivent pas avec leurs enfants en Autriche; des cours d'allemand obligatoires dans les écoles, visant à la ségrégation des enfants dont les parents n'ont pas l'allemand comme première langue; abolition des services de conseil juridique autonomes pour les demandeur.se.s d'asile ; et de nombreuses autres mesures pour rendre la vie la plus désagréable possible pour les personnes demandeuses d'asile en Autriche (réquisition des smartphones, couvre-feux, restriction de l'hébergement, etc.). De plus, le financement public pour les organisations qui travaillent dans l'intérêt des réfugié.e.s, demandeur.se.s d'asile et migrant.e.s sans-papiers a lui aussi été diminué. Le gouvernement est également favorable à l'interdiction du foulard, à l'interdiction de pratiquer le Ramadan sur certains lieux de travail et d'autres mesures répressives contre les musulman.e.s. Ces politiques démontrent clairement qu'un objectif important du projet populiste autoritaire est de continuellement diviser la société et en particulier la classe travailleuse à travers un racisme flagrant. Rien de surprenant donc à ce que le programme de ce gouvernement contienne également une hausse solide du budget de la police (+7%) et de l'armée (+11%), ainsi que des renseignements.

D'où vient la réussite de ce projet ?

Le projet populiste autoritaire est un projet politique menaçant parce qu'il vise à ancrer son soutien et son hégémonie dans une perspective de long terme. Le cocktail de mesures néolibérales qui démantèlent les droits sociaux et de mesures racistes et anti-migrant.e.s en constitue un élément fondamental. Le FPÖ cherche en fait à rattacher ses électeur.trice.s à ce projet par des actes racistes symboliques, tandis que l'ÖVP distribue les cadeaux aux grands secteurs du capital.

L'extrême-droite a commencé à influencer le contenu éducatif des écoles publiques, à obtenir une influence significative au sein des forces de police et exerce un contrôle considérable sur les médias de masse du pays. C'est un aspect non-négligeable, puisqu'il permet au gouvernement de contrôler le message ensuite diffusé par ces médias. En même temps, des attaques ont été menées sur les médias indépendants et plus critiques. Un document secret du ministère de l'Intérieur, contrôlé par l'extrême-droite FPÖ, a révélé leurs lignes directrices pour les rapports de police. L'une de celles-ci encourage les rapports de police publics à toujours mentionner la nationalité et, là où c'est applicable, le statut résidentiel (demandeur.se d'asile, réfugié.e, etc.) d'un potentiel auteur d'infraction. Une autre est de faire la publicité des agressions sexuelles qui ont lieu en public aussi souvent que possible, alors qu'il est bien connu





que les agressions sexuelles sont les plus fréquentes dans la sphère domestique.

Tous les éléments des politiques gouvernementales mentionnés ci-dessus pointent vers des tentatives d'altérer la société autrichienne à long terme. Le projet est actuellement stable et suit donc sa perspective de long terme. Le projet de classe de détruire les institutions de la classe travailleuse et celui de promouvoir les divisions racistes sont liés organiquement.

Quelle stratégie pour la riposte, et quel rôle pour les syndicats ?

Il y a eu des mobilisations contre le gouvernement et ses politiques. Une large coalition de la société civile s'est rassemblée pour résister à la coalition conservateurs-extrême-droite. Etant donné que deux piliers du projet politique de l'extrême-droite sont de détruire les institutions traditionnelles des travailleurs et d'aggraver les fractures au sein de la société sur un axe raciste, cela présente un défi et des tâches importantes pour le mouvement syndical et ses partenaires. Les syndicats ont

organisé deux mobilisations majeures contre les mesures du gouvernement. La première était une grande manifestation contre la journée de 12 heures. La seconde était basée sur des grèves d'avertissement dans l'industrie métallurgique après l'échec des négociations de conventions collectives de travail par les interlocuteurs sociaux cet automne. De nouvelles grèves d'avertissement dans d'autres secteurs (comme le rail ou le commerce) sont probables. Le mouvement ouvrier n'a pas pu prévenir l'extension de la journée de travail et l'issue des luttes actuelles pour les hausses des salaires reste incertaine. Le gouvernement ainsi que la Chambre du Commerce et la Fédération de l'Industrie sont déterminés à ne pas lâcher.

La leçon de ces luttes actuelles est que les syndicats doivent combattre directement le racisme dans la société et au sein de leurs propres bases et structures, et former des coalitions avec les groupes auto-organisés de celles et ceux qui sont victimes du racisme. L'intérêt commun de combattre le gouvernement et son projet doit être vu comme une chance de renouveler les priorités de coalitions et de construction de réseaux du côté syndical.

DE LA DROITE EN ITALIE



Par Pietro Tosi,
CIEP-MOC Bruxelles

« Le fascisme se présentait comme l'anti-parti, il ouvrait ses portes à tous les candidats, il laissait la place à une multitude pour recouvrir d'un vernis d'idéaux politiques vagues et nébuleux le débordement sauvage de passions, de la haine et de désirs. Le fascisme est donc devenu une coutume, identifiée à la psychologie antisociale de certaines couches du peuple italien. » - Antonio Gramsci, L'Ordine Nuovo, 26 avril 1921

En 1921 déjà, Gramsci décrivait le phénomène du fascisme qui allait s'installer dans les consciences du peuple italien. Encore aujourd'hui, en Italie, où le fascisme est né, la violence d'extrême droite est en train de renaître et de grandir, et ce, en semant dans le débat politique le racisme, le sexisme et l'homophobie.

Un climat de haine

C'est le 3 février dernier que l'Italie a vu son premier attentat prendre place dans la ville de Macerata, sur la côte adriatique. Un jeune d'extrême droite s'est positionné à la fenêtre et a tiré sur des migrants qui passaient dans la rue en blessant 8 d'entre eux. En juin, c'est un groupe de mafieux payés par les patrons qui ont tué Soumaïla Sacko, un syndicaliste représentant des travailleurs agricoles du sud de l'Italie, qui les dérangeait par sa lutte contre l'exploitation des travailleurs. Ces exemples démontrent de manière très dure ce qui se passe dans la société italienne d'aujourd'hui.



Matteo Salvini

Ce climat de répression a été possible grâce à l'énorme désillusion envers les partis traditionnels qui s'est traduite par l'élection du nouveau gouvernement de droite conduit par la Lega de Matteo Salvini. Un parti d'extrême-droite fédéraliste qui défendait historiquement les intérêts de la Padania, la région au Nord de l'Italie, contre les pauvres du Sud et qui est aujourd'hui devenu un parti national de type lepéniste qui se dit « pour la défense des tous les italiens », pour les « traditions italiennes » et contre les migrants, les femmes et la communauté LGBTQI+.





Affiche de l'extrême droite nataliste, sexiste, homophobe et xénophobe

La défaite de la stratégie politique de la gauche qui a appliqué les mesures d'austérité durant les précédents gouvernements a permis la montée d'une énorme désillusion parmi des larges couches de travailleur.se.s et de la population en Italie qui ont commencé à considérer la droite comme une alternative. C'est ainsi que la Lega est devenue le deuxième parti aux élections, ce qui a permis de rendre possible la montée des groupes d'extrême droite ouvertement fascistes comme Casa Pound et Forza Nuova.

Le nouveau gouvernement jaune-vert de la Lega en coalition avec la force populiste « post-idéologique » du Mouvement 5 étoiles, mène un programme fortement répressif. Ils ont refusé l'accès aux ports italiens des bateaux humanitaires venant des côtes africaines, ils ont interdit aux enfants migrants d'accéder aux repas dans les écoles et ils ont permis aux organisations néo-fascistes de se nourrir de plus en plus du discours xénophobe. Cette situation entraîne une augmentation de la violence raciste et de la haine contre les migrants, ceux-ci étant les principales

cibles des attaques politiques et médiatiques. Ils sont devenus le bouc émissaire du gouvernement.

Mais les migrants ne sont pas les seules victimes de cette mobilisation réactionnaire. De fait, le gouvernement Lega-M5S propose de classer des communautés entières sur une base ethnique, telles que les Roms et les Sintis. De plus, le sénateur de la Lega, Pillon, voudrait abolir la loi 194 qui permet aux femmes d'avorter légalement. Ce climat de répression dure permet au gouvernement de délégitimer quiconque s'oppose à cet état de choses, de criminaliser la dissidence, de supprimer la solidarité et de faire taire les critiques. Un exemple emblématique de cette répression est l'affaire de Mimmo Lucano, maire de la municipalité de Riace, qui a été arrêté puis expulsé de force de sa ville après avoir été accusé d'avoir rendu possible l'immigration clandestine dans sa ville. C'est ainsi que son modèle d'accueil et d'intégration, qui avait permis à la petite ville de Riace de ressusciter dans un contexte de crise de l'emploi, a été démantelé.



Un nouveau décret sur la sécurité. Que se passe-t-il ?

Non, les Italiens ne sont pas soudainement devenus plus racistes. La combinaison de la peur face à la crise et de la peur du futur liée à l'instrumentalisation politique et culturelle de la droite italienne, avec une attitude clairement fascisante, crée un climat dans lequel les pires sentiments et les pires instincts deviennent socialement acceptables. Evidemment, tous les travailleurs ne sont pas racistes, beaucoup d'entre eux sont tout simplement au chômage et terrifiés par la perspective de ne pas retrouver un emploi. En même temps, la population italienne montre dans cette phase un visage raciste, sexiste et homophobe. Mais il s'agit d'une composante minoritaire : une composante rétrograde et réactionnaire qui a toujours été présente. Aujourd'hui, le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, est à juste titre identifié par beaucoup comme le principal architecte de ces campagnes de haine et de discrimination. Il est aujourd'hui le chef incontesté du «gouvernement du changement». Un gouvernement qui bénéficie du soutien passif de la majorité des Italiens. Avec le soutien des médias et des sondages d'opinion, le gouvernement vient de lancer, malgré de nombreuses difficultés, le «décret sur la sécurité», qui constitue une nouvelle atteinte aux droits et libertés publiques.

Ce décret prévoit en effet toute une série de mesures qui conduisent à des sanctions à l'encontre des militants sociaux et occupants de maisons, à la mise en place d'un service de patrouille armée dans les trains, à l'extension de l'utilisation du pistolet paralysant, etc. L'aspect le plus controversé de ce décret concerne toutefois la question de l'immigration. Les migrants sont relégués au rang de citoyens de deuxième classe auxquels sont refusés les droits les plus élémentaires. En effet, il est envisagé de retirer la citoyenneté à ceux qui, devenus italiens, se sont rendus coupables de crimes particulièrement graves. Une mesure qui rappelle des mesures similaires de déchéance de nationalité votées en France et en Belgique ces dernières années.

Ces mesures seront certainement appliquées également demain aux secteurs en lutte et aux mouvements sociaux. Le racisme institutionnel du gouvernement s'est répandu librement, sur un terrain occupé jusqu'il y a peu par d'autres forces politiques. Le Parti Démocrate de Matteo Renzi, qui dénonce aujourd'hui la « dérive néofasciste », était l'auteur du décret Minniti-Orlando qui abolissait la seconde instance de tribunal dans les procès liés à l'immigration et qui a ouvert les portes à la brutale criminalisation de la population migrante.

Comment riposter ?



Des millions d'Italien.ne.s sont toujours véritablement anti-fascistes et antiracistes. C'est parmi eux aussi qu'on retrouve un soutien, peut-être de manière critique, au gouvernement, parce qu'il avait promis le revenu de citoyenneté (un genre d'allocation universelle édulcorée) et l'abrogation de la loi antisociale sur les retraites. Le succès extraordinaire de la collecte pour les enfants migrants de Lodi, à laquelle un maire de la Ligue a refusé l'accès à la cantine scolaire pour prétextes administratifs, montre qu'en Italie la solidarité existe et reste ancrée dans la conscience des travailleurs.

Pour arrêter le vent fétide réactionnaire qui souffle dans tout le pays, il sera nécessaire de retrousser nos manches et de travailler dur. Seule une mobilisation de masse étendue au niveau national et prolongée dans le temps, impliquant principalement des migrants, des femmes, des travailleurs et des jeunes réussira à ramener en arrière le gouvernement et les organisations néo-fascistes qui ont le sentiment d'avoir le vent en poupe. Il faudra reconstruire un front de lutte d'en bas, reconstruire notre base sociale, lui donner confiance dans l'action collective, faire refluer le pessimisme qui a envahi la gauche. Il faudra aussi reconstruire un mouvement large en impliquant des associations, des partis et des organisations politiques, des syndicats et des citoyens qui ne veulent plus vivre sous le feu du racisme et du déni des droits.

La lutte contre le racisme poussera des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs à descendre dans la rue, à se mobiliser et à s'organiser. Pour devenir un véritable instrument d'organisation et de protestation sociale, l'antiracisme ne peut être qu'un antiracisme social qui s'attaque à la racine du problème : un système qui nous divise sur une base ethnique, religieuse ou de genre pour mieux nous exploiter. Un système qui nourrit la guerre pour remettre en cause les droits et les conditions de travail de tous. Un système qui a deux visages : celui du prétendu «gouvernement du changement» et celui de son opposition libérale-démocrate au parlement.

SCHILD EN VRIENDEN, LA N-VA ET LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ, UN COMBO GAGNANT?



Par Lola Cors et Sebastian Daglinckx
JOC Bruxelles

Septembre 2018 : un reportage de la VRT provoque émotion et retentissement dans le débat public belge. Un certain groupuscule de jeunes flamand.e.s nommé Schild & Vrienden, se retrouve alors au centre de l'attention politico-médiatique. Au-delà des beaux sourires, des carrures de spartiates, et des éloquentes discours patriotiques (appelant notamment à « sauver la jeunesse flamande »), le reportage révèle la face B du groupuscule. Des discussions internes faisant l'apologie du nazisme, des crimes coloniaux, et révélant un programme résolument raciste, sexiste et anti-social.

Le moyen de prédilection de la jeune formation d'extrême-droite aurait été depuis plusieurs années déjà celui de l'infiltration dans les nombreuses structures participant à la vie politique et étudiante flamande. Avant que le scandale n'éclate, on retrouvait ainsi plusieurs membres de l'organisation au sein du conseil de la jeunesse flamand, dans plusieurs partis politiques (N-VA et CD&V notamment), ou encore au sein du conseil d'administration de l'université de Gand où Dries Van Langenhove, leader de S&V, avait été élu représentant des étudiant.e.s.

Si la diffusion du reportage n'a donc pas manqué de provoquer un tollé et d'entraîner l'expulsion de plusieurs de ces membres des organisations dans lesquelles ils s'étaient infiltrés, on remarquera toutefois que ces départs n'auront été que très rarement suivis d'une critique de fond du discours de ladite organisation d'extrême-droite. A l'université de Gand par exemple, après avoir fait bonne figure en expulsant Dries Van Langenhove (qui sera toutefois autorisé à terminer son cursus), le rectorat le remplacera aussitôt par son fidèle bras droit, Louis De Stoop...

La situation serait-elle révélatrice d'un certain malaise du monde institutionnel flamand face à ces questions ? « Peut-être pas si étonnant » diront certains, si l'on en juge du parti qui domine le paysage politique flamand depuis sa percée électorale de 2010... La N-VA, parti nationaliste, semble ainsi jouer elle aussi sur une corde raide, flirtant souvent à la limite des « dérapages » racistes de ses représentants. Peut-on pour autant la mettre dans le même sac qu'un Schild & Vrienden ? Ou la considérer réellement comme un parti fasciste ?



Schild en Vrienden en formation





Si l'on en croit ses représentants, la réponse est sans équivoque... Interviewé sur les ondes de La Première, Théo Francken n'hésitera pas à déclarer que « le racisme c'est pour les idiots » et à condamner par la même occasion les propos tenus par certains des membres de Schild & Vrienden dans le cadre de leurs conversations privées. Mais ce que cette interview dit en substance, c'est surtout qu'il est préférable de soigner la manière dont on exprime ses idées politiques (aussi radicales soient-elles).



Dans une belle leçon de style, le secrétaire d'État à l'asile et aux migrations expliquera donc la différence essentielle entre le fait « d'attaquer, insulter des personnes individuelles avec une autre couleur de peau » et le fait d'organiser le contrôle, la répression, l'enfermement et la déportation à grande échelle des populations migrantes. La différence fondamentale entre les deux réside dans le fait que la mise en place d'une politique migratoire ferme (et mortifère) relève elle d'une rationalité économique sans faille... Point d'alternative possible ici.

C'est un discours qui révèle bien la ligne assumée par le parti depuis son ascension fulgurante au pouvoir. La N-VA s'est ainsi spécialisée dans la capacité à dépasser systématiquement et chaque fois un peu plus, ce qui était autrefois généralement considéré comme la limite acceptable dans le champ politique. Le tout, une fois de plus, au nom de l'indépassable rationalité économique... Depuis cette position privilégiée, notamment au sein du gouvernement fédéral, le parti aura ainsi introduit entre autres : l'affaiblissement généralisé du système de sécurité sociale (en vue de sa régionalisation), de nombreuses coupes budgétaires dans les secteurs sociaux et éducatifs, un durcissement des politiques migratoires, des attaques répétées sur les droits sociaux visant à les réduire à un état minimal,... La liste est encore longue. Dans le même temps, cette politique fait la part belle aux avantages fiscaux pour les grandes entreprises, ne propose aucune solution à des questions qui pourraient paraître fondamentales pour renflouer les caisses de l'État, comme par exemple celle de la lutte contre l'évasion fiscale.

La plupart de ces mesures basent donc leur légitimité sur, d'une part, la division communautaire des travailleur.se.s de Belgique, et d'autre part, l'idée qu'« il n'y a aucune alternative » à la situation politique et économique actuelle. Ce climat étant d'ailleurs entretenu abondamment par une propagande anti-mouvements sociaux et des attaques répétées contre toute forme d'organisation collective contre ces politiques d'austérité.

À ce stade, si l'on peut effectivement considérer que ces nombreuses mesures et la ferveur avec laquelle elles sont passées positionnent la N-VA radicalement à droite de l'échiquier politique, l'argument n'est peut-être pas suffisant pour qualifier le parti de fasciste. Un constat qu'on pourrait d'ailleurs étayer en regardant un peu plus loin dans l'histoire politique belge étant donné que nombre de ces mesures ont été préparées ou entamées sous des législatures précédentes par des partis tout ce qu'il y a de plus acceptables, voir même étiquetés « de gauche ».

Toutefois, si l'on y regarde d'assez près, il est intéressant de noter une fois de plus l'évolution des limites de l'acceptable. Ainsi, au début des années 90, de nombreuses formations politiques répondent à la poussée électorale du Vlaams Belang en reprenant une partie de leur discours sécuritaire et stigmatisant des populations immigrées pour tenter de récupérer un électorat en « perte de confiance ». La décennie en cours verra ainsi émerger de nouvelles mesures de contrôle et de répression résolument tournées vers les populations les plus précaires : contrats de sécurité, développement des centres fermés, des outils de techno-prévention, introduction de sanction arbitraires comme les SAC, ou de procédures judiciaires expéditives comme la comparution immédiate, voire, plus récemment, déchéance de nationalité (votée sans aucune opposition au Parlement fédéral) et déploiement de l'armée dans les rues (initiée sous le gouvernement Di Rupo), etc.

Ce développement sécuritaire se couple parfaitement avec l'affirmation de l'hégémonie néolibérale et du motto « There Is No Alternative ». Et c'est précisément ce processus qui, atomisant les masses en des sommes d'individus de plus en plus isolés, permet de leur faire penser que la seule solution à leurs malheurs est la compétition acharnée entre travailleur.se.s et entre nations. De ce fait, une voie royale s'ouvre aux élans nationalistes mettant en avant la prospérité économique nationale au détriment de toute forme de solidarité entre travailleur.se.s - une solidarité qui aurait bien vite pu dépasser ces frontières nationales.

Entre ce tournant néolibéral/sécuritaire des années 90 et les envolées nationalistes et anti-migrants de la N-VA, il y a donc une continuité sans faille. Le couple infernal de la crise économique mondiale de 2008 et des attentats en Europe et en Belgique a libéré de plus en plus une parole raciste et autoritaire dans le champ politico-médiatique. Malgré la technicité des discours qui permet de lisser des idées qui auraient autrefois été attribuées aux franges les plus radicales de l'extrême-droite, il s'agit donc bien de ne pas s'y tromper. Par son programme résolument anti-social, raciste, et sécuritaire, la N-VA - qui a pu surfer sur



ces crises - présente des intérêts résolument opposés à ceux des travailleur.se.s, des minorités racisées et LGBT, ainsi que des femmes... A ce sujet, elle constitue ainsi un saut qualitatif sans précédent par rapport aux partis traditionnels.

La porosité des programmes et discours des partis traditionnels aux idées d'extrême droite est un constat que dresse également la Ligue des Droits de l'Homme en 2015, se basant sur des mesures issues du programme du Vlaams Belang, récemment mise en place par le gouvernement. La N-VA ne manque par ailleurs jamais une occasion de renforcer l'arsenal coercitif de l'État : engagement de centaines de nouveaux policiers, achat d'armes supplémentaires pour les agents de terrain, extension du port d'arme, extension des durée de garde à vue, introduction progressive de visites domiciliaires, etc. Une série de mesures qui, alliées à l'intensification des mesures anti-sociales, semblent nous préparer à un futur saut qualitatif supplémentaire.

Cette nouvelle étape viendra-t-elle de la N-VA ? Du Vlaams Belang à qui la N-VA avait siphonné les voix depuis 2009 ? Ou peut-être d'une nouvelle formation ouvertement d'extrême-droite ? Ou alors, se permettrait-on d'imaginer que les travailleur.se.s et toutes celles et ceux qui subissent ces politiques immondes finiront par constituer un bloc suffisamment fort pour refuser ces politiques néolibérales et la société répressive qui en sont la corollaire direct ?

Car si dénoncer l'extrême-droite et identifier les groupuscules dangereux est essentiel, cela n'est en rien suffisant. Ce qu'il nous faut à tout prix, c'est réussir à identifier les éléments de ces discours qui passent tous les jours sous notre nez au travers des politiques « banalisées » du néolibéralisme et qui contribuent à creuser chaque jour un peu plus notre propre tombe, celle des mouvements sociaux, de la résistance et de la dignité. Ce n'est qu'en s'unissant, au-delà des secteurs, des genres, des « races », des frontières, que nous pourrions contrer et tenter d'éradiquer les idéologies d'extrême-droite. Faute de quoi, elle ne cessera de se renforcer... Il est plus que temps de s'y mettre !



rtbbr QUVIO

Ex-Turk worden: **makkelijker gezegd dan gedaan**

JE NE ME RECONNAIS PLUS DANS LE PAYS OÙ MES PARENTS ONT GRANDI. L'ÉCART EST TROP GRAND. L'INFLUENCE CROISSANTE DE L'ISLAM, LA SITUATION DES FEMMES, LA DÉMOCRATIE ET LES MINORITÉS : TOUT CELA VA DANS LA MAUVAISE DIRECTION".

"Ik herken me niet meer in het land waarin mijn ouders zijn opgegroeid. De kloof is te groot geworden. De groeiende invloed van de islam, de positie van de vrouw, de democratie en de minderheden: het gaat allemaal de verkeerde kant op."

19 *trieste*

ZUHAL DEMIR / ABANDON DE NATIONALITÉ



AGENDA

Jeudi 13 décembre de 19h à 21h30

Clé pour l'action : « On peut gagner. Les luttes dans le secteur aérien », avec des syndicalistes de Ryanair et Aviapartner
Organisateur : CIEP-MOC Bruxelles
Lieu : MOC Bruxelles, 19 rue Pletinckx, 1000 Bruxelles
Infos : gilles.maufroy@mocbxl.be

Mercredi 23 janvier 2019 dès 18h00

Vœux du MOC Bruxelles
Organisateur : CIEP-MOC Bruxelles
Lieu : CSC, Avenue Zénobe Gramme 27/3, 1030 Schaerbeek
Infos : gilles.maufroy@mocbxl.be

Vendredi 14 décembre

Journée d'actions dans tout le pays pour les droits sociaux (pension, chômage) et des revenus suffisants pour tou.te.s
Organisateur : le front commun syndical
Lieu : Région bruxelloise – grèves et rassemblement à 11h devant la Fédération des entreprises de Belgique. Rue Ravenstein 4, 1000 Bruxelles
Infos : Nel.VanSlijpe@acv-csc.be

Lundi 18 février 2019 de 19h00 à 21h30

Conférence-débat sur la lutte contre l'extrême-droite avec entre autres Ugo Palheta, prof. à l'université de Lille 3 et auteur du livre « La possibilité du fascisme » et Vincent Scheltiens (Université d'Anvers)
Organisateur : CIEP-MOC Bruxelles
Lieu : MOC Bruxelles, 19 rue Pletinckx, 1000 Bruxelles
Infos : gilles.maufroy@mocbxl.be

FORMATIONS ORGANISÉES PAR LE COFTEN EN EMPLOYÉ(E) ADMINISTRATIF(VE), AIDE-COMPTABLE ET I.T. MAINTENANCE & SUPPORT

Séance d'infos + Tests d'entrée : le 10 décembre (employé.e admin et aide-comptable) et le 18 décembre 2018 (IT Maintenance & support)

Durée de la formation : de janvier 2019 à avril 2020 (employé.e admin. et aide-comptable) et de février 2019 à juin 2020 (IT Maintenance & support)

Lieu : Rue de l'Abondance 40 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

Info : www.cofTEN.be ou 02/219 91 12

LE NOUVEAU SITE WEB DU CIEP-MOC BRUXELLES EST EN LIGNE !

Le CIEP-MOC Bruxelles s'est doté d'un nouveau site web avec nos articles, nos prises de position, nos offres de formation, notre agenda d'activités, etc. N'hésitez pas à aller y jeter un œil : www.ciep-mocbxl.be , à nous suivre sur Facebook et à faire connaître notre page à vos contacts : <https://www.facebook.com/ciepmoc/>

Pour s'abonner
au Chou de Bruxelles,
versez
10 euros sur le compte
BE74 7995 5015 5407
avec la mention
« abonnement au Chou ».

Éditrice responsable :
Gilles Maufroy
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
Impression : CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles
tél : 02/538 01 92
fax : 02/534 38 89
Design : Pixel & CO

